



## Feno Jean

Malgré l'optimisme du nouveau Directeur général, Feno Jean, qui avait déclaré, le 17 mars 2015, que « *les services devront reprendre au niveau du Trésor public à partir de ce jour* », les faits sont là : le représentant du Syndicat du personnel, Rajoelson Sedera, a tenu à préciser ceci :

« *Nous allons travailler durant les 72 prochaines heures afin d'assurer le paiement des pensions et des salaires. Mais le mouvement se durcira* »

. Rappelons que le même Feno Jean avait aussi affirmé que la démarche du ministre d'Etat, Rivo Rakotovo, n'avait pas respecté l'orthodoxie financière mais que

« *c'était une histoire passée* »

. Grave, mon frère, hein ?...



 > NOMINATION AFRIQUE > UN MALGACHE AU COMITÉ DU BUDGET ET DES FINANCES DE LA CPI

# Un Malgache au comité du budget et des finances de la CPI

11 DÉC. 2014, PAR ACTEURS PUBLICS



Un mois après avoir bien mené le 8<sup>e</sup> colloque de l'Association internationale des services du Trésor (AIST) d'Antananarivo, Orlando Robimanana Rivomanantsoa fait encore parler de lui. Le 8 décembre, à la 13<sup>e</sup> session de l'Assemblée des États signataires du traité de Rome instituant la Cour pénale internationale (CPI), au siège de l'ONU à New York, ce directeur général du Trésor de Madagascar a été élu parmi les 6 nouveaux membres du comité du budget et des finances de la Cour. Une élection par acclamation des 122 membres.

Le comité du budget et des finances est une structure transversale qui contrôle et suit l'exécution du budget de la CPI et de toutes les structures qui la composent. Orlando Robimanana Rivomanantsoa entrera réellement en fonction en 2015, avec un rythme de deux ou trois réunions annuelles à La Haye.

Premier Malgache élu dans une institution militant pour mettre fin à l'impunité des crimes internationaux, Orlando Robimanana Rivomanantsoa occupe le poste de directeur général du Trésor de la Grande Île depuis 2009.



Orlando Robimanana Rivomanantsoa, directeur général du Trésor de Madagascar, a été élu membre du comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (CPI) à New York.